



La Brie Résistante

Le bulletin trimestriel des militants seine-et-marnais de République & Socialisme
n°1 - premier trimestre 2015

Victoire de SYRIZA en Grèce : l'espoir se lève



Après cinq années d'une politique d'austérité d'une brutalité sans nom qui a échoué sur tous les plans et entraîné le peuple grec vers le fléau de la misère et du chômage, la victoire de SYRIZA lors des élections législatives est comme une bouffée d'air frais. Enfin le peuple grec va sortir la tête de l'eau. Enfin il lui est à nouveau permis d'espérer.

La victoire de SYRIZA est large, mais pas suffisante pour obtenir une majorité absolue. C'est donc avec le renfort du parti souverainiste des Grecs Indépendants qu'Alexis Tsipras, nouveau premier ministre grec, va engager la rupture avec l'austérité. Au programme : fin du « mémorandum » qui asphixie

les Grecs depuis 2010, plan d'aide d'urgence humanitaire, restructuration de la dette publique, moratoire sur les dettes privées des particuliers et des petites entreprises, hausse du salaire minimum et des retraites. Des mesures élémentaires pour parer à l'urgence sociale d'un pays trop longtemps plongé dans le chaos par les « réformes structurelles » exigées par la Troïka UE-BCE-FMI.

La responsabilité est immense, c'est celle de porter les premiers coups pour briser la chaîne de l'austérité en Europe. Les obstacles sont nombreux, ce sont les pressions extérieures, les pièges d'une opposition revancharde, les scléroses d'un paysage politique grippé d'avoir trop longtemps subi les manœuvres politiciennes et clientélistes de la droite et des socio-démocrates. Les adversaires sont connus, ce sont les libéraux, les démagogues, les capitulards, ceux qui exigent des gouvernements qu'ils préservent leurs intérêts de privilégiés au lieu de se soucier du bien-être du peuple.

C'est en conscience que le peuple grec a fait le choix de l'espoir, de la dignité et du changement. En sachant que la route du redressement ne serait pas grande ouverte, mais pour en finir avec les dogmes de l'idéologie dominante.

Καλή τύχη και καλές μάχες, bon courage et bonnes luttes, camarades grecs ! Nous sommes avec vous !

Loi Macron : la régression en marche

Comme plusieurs milliers de Françaises et de Français, militants syndicaux, politiques, associatifs ou citoyens engagés, nous étions avec nos camarades de République et Socialisme et des autres organisations du Front de Gauche à la manifestation unitaire du 26 janvier contre le projet de loi Macron, dont la lecture débutait à l'Assemblée Nationale.

Ce texte, inique en tous points, est une attaque en règle contre le modèle social et économique français, au prétexte d'une « efficacité économique » encore jamais démontrée. Rompant avec tous les combats historiques de la gauche

pour plus de progrès social, le gouvernement, pourtant issu de la gauche, cède en tous points aux exigences du patronat.

Que ce soit à propos du droit du travail, de la justice prud'homale, de la cession des participations de l'état, des déréglementations en tous genres, de la facilitation de la spéculation immobilière, du secret des affaires, ou encore des « simplifications » des Codes du Travail, de l'Environnement et du Commerce, ce texte accomplit consciencieusement l'agenda du MEDEF.

Avec la loi Macron, la régression est en marche.
(voir article page 4)

Éditorial

Les peuples européens se lèvent contre l'ordo-libéralisme !

Depuis quelques mois c'est un petit vent frais qui souffle sur la vieille Europe. Enfoncée dans de brutales politiques d'austérité qui ont partout semé chômage, pauvreté et confiscation des souverainetés populaires, les peuples se lèvent pour contester cette logique mortifère. Les salariés ont depuis longtemps compris que ces politiques de baisses des salaires, de coupes dans les dépenses sociales et éducatives ont pour objectif de leur faire payer la crise qui touche le capitalisme depuis 2008.

De Bruxelles à Madrid, de Dublin à Berlin en passant par Rome et Athènes les travailleurs refusent cependant de courber l'échine. En Belgique, de puissantes mobilisations sociales se sont levées en fin d'année dernière culminant dans une grève générale le 15 décembre contre les coupes sombres dans les dépenses de l'Etat, contre les suppressions massives de postes de fonctionnaires, les hausses de TVA et le recul de l'âge en retraite à 67 ans. En Italie, le mouvement social s'est également levé cet automne pour défendre le fameux article 18 du code du travail. Cette disposition prévoit la réintégration des travailleurs en cas de licenciement "sans juste cause" dans les entreprises de plus de 15 salariés. Peu appliquée elle est néanmoins un symbole fort du rapport de force en faveur des salariés que veut supprimer Mattéo Renzi.

Ainsi la couleur des gouvernements, sociaux-démocrates en Italie et en France ou libéral en Espagne ou en Belgique n'y change rien. C'est une même logique d'austérité et mise sous tutelle des souverainetés populaires qui est mise à l'œuvre. Le sursaut politique nécessaire pourrait venir d'Espagne et de Grèce où une gauche radicale, mais désireuse de gouverner, a émergé. La victoire de Syriza aux élections législatives grecques du 25 janvier ouvre d'ores et déjà une brèche en Europe. Alexis Tsipras et ses camarades devront affronter les puissances financières, les banques et les institutions européennes pour mettre en œuvre la politique alternative que le peuple grec attend.

Nous serons à leurs côtés dans ce bras de fer. Le basculement de l'Espagne et la victoire du mouvement Podemos pourrait améliorer encore le rapport de force en faveur de ceux qui veulent en finir avec l'euro-libéralisme. Nos regards internationalistes sont ainsi tournés vers le sud de l'Europe tandis qu'en France, République et socialisme redouble d'efforts pour construire au plus vite cette nouvelle gauche dont nous avons tant besoin.

Julien GUERIN (Vaux le Pénil)

Retrouvez-nous sur le blog de République et Socialisme en Seine-et-Marne : <http://republiqueetsocialisme77.hautetfort.com/>
Contact : republiqueetsocialisme77@gmail.com

J'adhère / Je donne :

J'adhère à R&S

Je veux recevoir des informations sur R&S

Je fais un don à R&S
et je verse la somme de :

..... €

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : n° Tèl :

Courriel :@.....

A retourner rempli et accompagné de votre chèque (à l'ordre de l'AFMCR) :

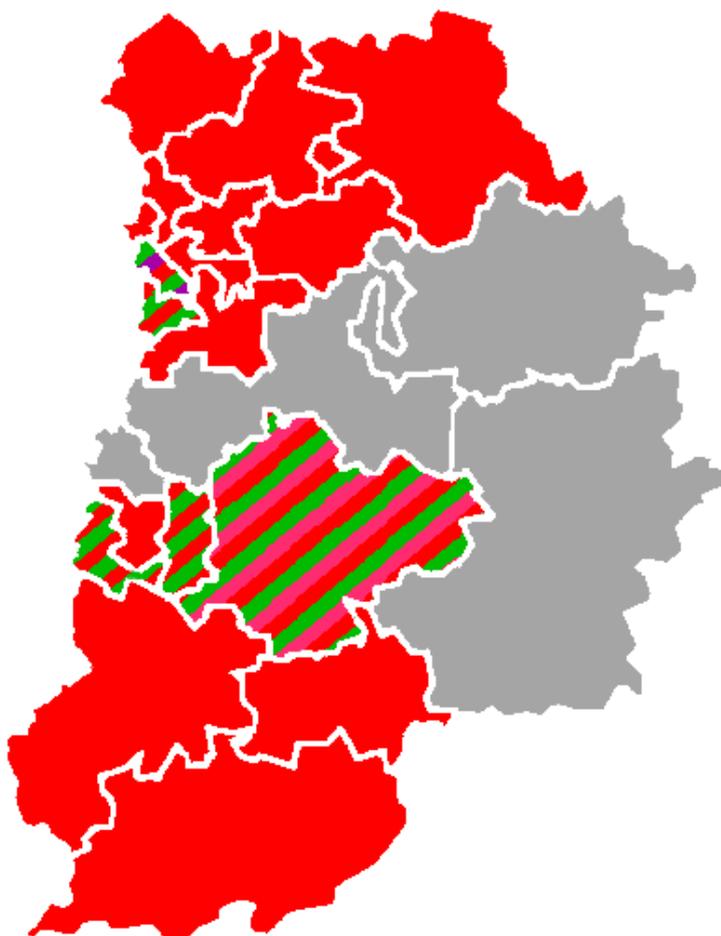
- à : République et Socialisme - 44 bis, rue Philippe de Girard - 75018 Paris
- au trésorier : Olivier Alonso - 10, avenue Pasteur - 76000 Rouen

Chèque à l'ordre de l'AFMCR : l'adhésion donne lieu à reçu pour déduction fiscale

Départementales : le Front de Gauche en ordre de marche !

Lors de ces nouvelles élections départementales le Front de Gauche sera présent dans 19 des 23 nouveaux cantons. C'est une performance qu'il convient de saluer, étant donné que lors des renouvellements partiels de 2008 et 2011 le PCF puis le Front de Gauche n'avaient réussi à être présents que sur 26 des 43 cantons. Mais c'est une performance qu'il faut également interroger.

Ne le cachons pas : l'essentiel des forces du Front de Gauche sur le département proviennent du PCF. Des camarades courageux, qui luttent au quotidien avec abnégation et avec lesquels nous nous honorons de travailler. Mais force est néanmoins de constater que l'ancrage du PCF n'est plus ce qu'il a



pu être à une époque, et que les autres forces du Front de Gauche (notamment Parti de Gauche et République & Socialisme) sont loin de compenser cet état de fait.

Aucune raison cependant de boudier notre plaisir. Une présence accrue par rapport aux échéances précédente, c'est déjà un motif de réjouissance ! Dans un tel contexte de fort recul de la gauche, et alors que le gouvernement a concocté un mode de scrutin par binôme paritaire rendant extrêmement difficile la présentation de candidatures, accroître ainsi notre présence n'était absolument pas gagné d'avance. D'autant plus que, dans plusieurs cantons, nos forces sont jointes avec celles d'autres forces politiques de gauche refusant l'abdication devant le conformisme libéral et austéritaire, et que partout l'élan citoyen est présent.

Bien entendu, pour porter cet élan, nous aurions souhaité parvenir à l'union des forces de la gauche qui ne s'excuse pas d'être la gauche. Cela n'a malheureusement pas été possible, et les raisons en sont compréhensibles, mais des contacts ont été noués, et peut-être ces élections départementales seront-elles l'embryon d'un rassemblement large, avec Europe Écologie - Les Verts, le Mouvement Républicain et Citoyen, Nouvelle Donne, et d'autres mouvements présents sur le département. Nous l'avons constaté depuis le début du mois de février : la perspective de candidatures communes entre des partis de cultures militantes différentes mais qui parviennent à surmonter

ces différences pour porter un message commun d'alternative à l'austérité fait renaître l'espoir là où la morosité gagne.

C'est le cas sur les cantons où de tels rassemblements ont été possibles. Sur le canton de Melun, où le Front de Gauche fait candidature commune avec EELV, et où notre camarade de République et Socialisme Julien Guérin est candidat suppléant aux côtés de Bénédicte Monville (EELV), Yves Rémi (PCF) et Farida Atigui (FdG), la réunion de début de campagne a été un franc succès. Les organisateurs attendaient 30 personnes, ce sont plus d'une cinquantaine qui sont venues. La réunion, très dynamique, a été rythmée par les interventions, échanges et témoignages

du public, dont nombre de militants associatifs intéressés par la démarche. Ont ainsi pu être abordés le logement, l'accessibilité, l'éducation, l'économie sociale, les transports, l'agriculture, les associations, la protection de l'environnement, etc. Les citoyennes et citoyens présents étaient vivement intéressés par l'ensemble des thématiques concrètes du département, ce qui n'a pas non plus empêché d'aborder des sujets d'ampleur nationale tels que le projet de loi Macron, les retraites ou encore la réforme territoriale. De même, sur le canton de Champs-sur-Marne, où le rassemblement s'est fait avec EELV et le MRC, avec les candidatures de Maude Tallet (PCF), Daniel Badiata (EELV), Marie Soubie (MRC) et Gérard Sanchez (PCF), l'affluence et l'intérêt ont également été au rendez-vous.

Les contours de ce rassemblement futur de la gauche que nous appelons de nos vœux ne sont pas fixés, ni exclusifs, ni envers le PS ni envers quiconque à gauche. L'important est d'opérer ce rassemblement sur des bases politiques claires. Sur le canton de Nangis, un accord de fond permet une candidature commune avec le PS, et nous regrettons que ce ne soit trop souvent pas possible compte tenu des orientations portées y compris localement par nombre des militants de l'actuel principal parti de la gauche.

Les militants de République et Socialisme en Seine-et-Marne soutiennent l'ensemble des candidatures portées par le Front de Gauche sur le département et appellent les électeurs à leur accorder leurs voix.

Loi Macron : non au coup de force !

Face à l'opposition croissante suscitée jusqu'au sein de sa propre majorité par le projet de loi Macron, le gouvernement a fait appel à l'article 49.3 lui permettant de le faire adopter au forceps, sans vote et sans amendement. Une pratique brutale hélas en parfaite conformité avec le contenu autoritaire de ce texte régressif, qui prévoit rien moins que 19 mesures prises par ordonnance. Passage en revue de ce qui nous attend.

Un texte « fourre-tout »

Que dire d'un projet de loi qui contient des mesures sur le Code du Travail, le Code de l'Environnement, le Code du Commerce, la représentation des salariés, les professions réglementées, le logement, les transports, les participations de l'état, etc ?

D'abord, qu'il s'agit d'un texte « fourre-tout », une somme de mesures sans cohérence d'ensemble, mais en continuité avec la politique du gouvernement. Cette accumulation n'est pas innocente, il s'agit de « noyer dans la masse » les mesures régressives. À cet égard, la focalisation exclusive sur la question du travail du dimanche serait un piège, car ce texte contient encore bien d'autre reculs et renoncements, bien d'autres mesures libérales et anti-sociales, qui ne doivent pas être éclipsées par cette seule question, si importante soit-elle.

Des mesures libérales et antisociales

Ce texte poursuit deux objectifs : libéraliser l'économie française et démanteler les protections des travailleurs. Sur les deux tableaux, il va à rebours de tous les combats historiques de la gauche et constitue une capitulation en règle devant les exigences du patronat.

Une loi socialement injuste

Ce texte est une attaque en règle contre le droit du travail, la justice prud'homale et la démocratie sociale, totalement conforme aux vues du MEDEF. Outre l'extension du travail du dimanche et de nuit sans garanties salariales, il transforme le salariat en « soumission volontaire », facilite les licenciements, limite le recours aux Prud'hommes ainsi que leurs pouvoirs, dépénalise l'entrave, empêche les inspecteurs du travail de faire leur métier, etc.

Ces régressions sont totalement inédites par leur

ampleur. Le zèle mis à remplir systématiquement l'agenda du MEDEF est, de la part d'un gouvernement issu de la gauche, proprement choquant. Ce projet de loi s'inscrit dans la continuité et l'approfondissement de la loi sur l'emploi, de la réforme des CHSCT, de celle de l'inspection du travail et de la suppression des élections prud'homales. C'est de manière parfaitement planifiée que le gouvernement supprime, un pan après l'autre, suivant un agenda parfaitement réglé, tous les éléments de notre modèle social et les éléments de justice sociale et de démocratie sociale introduits depuis la Libération.

Une loi qui dérègle, privatise et met en concurrence

Ce projet ne se contente pas de s'en prendre à ce qu'il reste du modèle social français. Il approfondit et amplifie la conversion de l'économie française aux canons de l'économie libérale mondialisée, y compris au détriment de l'environnement.

En libéralisant le transport par autocars au détriment du rail, en favorisant la vente à la découpe, en détricotant la loi ALUR sur le logement, en limitant l'encadrement des loyers, en cédant les parts de l'état dans les entreprises et notamment les aéroports, en « simplifiant » les Codes du Commerce et de l'Environnement, ce projet cède en tout aux exigences d'idéologues libéraux aveugles aux réalités françaises.

Une loi inefficace

C'est au nom de « l'efficacité économique » que ce texte est avancé. Or l'efficacité de ces mesures à créer des emplois et relancer la croissance est loin d'être prouvée. Pire : les exemples abondent qui démontrent qu'elles contribueraient à accroître le chômage et à ralentir l'activité.

Même l'inspirateur principal de ce projet, Jacques Attali, a reconnu que ce projet de loi serait au mieux totalement inefficace, au pire néfaste pour l'économie française. Le gouvernement est aveugle, qui s'entête à tenir une ligne pareille.

La bataille parlementaire étant perdue, c'est dans la rue et les urnes qu'il faut se mobiliser contre lui !

Alexis Martinez



« Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel. »

- Jean Jaurès

**FRONT
DE GAUCHE**